

Grande contribution du Projet PARCI-2 à l'assainissement des finances publiques au Togo :
DES RESULTATS SPECTACULAIRES GRACE A LA BONNE EXECUTION DU PROJET PAR ADJI OTETH AYASSOR ET SON EQUIPE P.p. 4&6



Inauguration d'un complexe commercial à Agoè



TR TOGORE

TR 169 du 24 Nov. 2014
 Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

Le pari d'une actualité qui réveille



Grande Démonstration de force des partisans d'UNIR face à ceux de CAP 2015

FAURE GNASSINGBE REMPORTE LA PREMIERE MANCHE DE LA PRESIDENTIELLE DANS "LA RUE" P 3

L'Ambassadeur Berlinga MARTINEZ de l'Union Européenne
MILITANT, MANIFESTANT OU DIPLOMATE AU TOGO ?
 P 2



- Programme National de l'Entreprenariat Féminin Inclusif
LES MEMBRES DES GROUPEMENTS DE LA REGION KARA RENFORCENT LEURS CAPACITES ENTREPRENEURIALES P 5
- Biennale de la mode au Togo
UN DEFILE DE GALA RICHE EN COULEURS, POINT D'ORGUE DE LA 4^E EDITION DE BIMOD 228 P 7
- Les Dessous d'une seconde Audience sollicitée par le Président de l'ANC
POURQUOI LE PRESIDENT FAURE A LAISSE FABRE MARCHER AVANT DE LE RECEVOIR P 2

L'Ambassadeur Berlinga MARTINEZ de l'UE MILITANT, MANIFESTANT OU DIPLOMATE AU TOGO?



Ces derniers mois, l'ambassadeur de l'Union Européenne s'offre beaucoup de liberté et met sous étoile l'obligation de réserve et le tact qui font de tout bon diplomate, à la fois, un ami et un partenaire. Depuis sa prise de fonction en Octobre 2013, l'ambassadeur Berlinga MARTINEZ a rompu avec le tact qui caractérisait la diplomatie européenne au Togo et qui a fait de son prédécesseur, M. Patrick SPIRLET, un ambassadeur respectable dont l'opinion assez équilibrée et de tout temps exempte de souillure partisane, était respectée par toutes les parties en présence, essentiellement sur la scène politique.

Depuis quelques mois, le nouveau chef de la diplomatie européenne au Togo a choisi de ne pas cacher son penchant. Sa dernière trouvaille pour passer à la vitesse supérieure a été ce « tweet » envoyé à un journaliste d'une rédaction bien choisie. Après le rejet le 30 juin 2014 du projet de réforme et le débat qui s'en est suivi, le diplomate européen a cru devoir contrattaquer les élus du peuple, en répondant qu'il ne croit pas que la page des réformes est tournée. En s'ingérant ainsi dans un domaine d'intervention réservé à la souveraineté nationale et aux personnalités qui l'incarnent, M. Berlinga MARTINEZ, ne répondait pas seulement au Président de la Cour Constitutionnelle qui venait d'accorder une interview sur la question. Il prend cause et effet au profit d'une classe politique qu'il côtoie et soutient de plus en plus ouvertement sous une autre casquette, celle de la société civile. Après un financement évalué à quelques milliards de nos francs à des organisations de la société civile togolaise, le représentant de l'UE s'adressa à leurs premiers responsables en les appelant « collègues ». Il ne s'agissait aucunement d'un malheureux lapsus, mais d'une marque de complicité, puisqu'une fois de retour dans leurs bases respectives, certains responsables d'association ont affirmé qu'ils avaient le soutien indéfectible de l'Union Européenne et que le Chef de la Diplomatie européenne avait promis venir les soutenir lors de la marche qu'elles organisent le vendredi 28 Novembre prochain. Une marche à laquelle Jean Pierre Fabre a appelé ses militants à aller renforcer. La présence de M. Berlinga MARTINEZ à cette marche serait une grave erreur et porterait sans doute un coup aux très bonnes relations qui existent entre le Togo et l'UE. L'ambassadeur de l'UE au Togo a tout intérêt à ce qu'on ne le compare pas à un militant ou à un manifestant de l'opposition. Sa mission au Togo ne sera que plus compliquée.

Patrick NIMA

Faible mobilisation, inutile entêtement et déviation d'itinéraire de la seconde marche du 21 Novembre CAP 2015 ENREGISTRE SON PREMIER ECHEC

Certains togolais, leaders d'une opposition en perte de vitesse, se croient tout permis. Au mépris des dispositions de la loi sur les manifestations publiques qui consacrent leur droit à marcher comme bon leur semble, les premiers responsables de CAP 2015, ont décidé de défier les ministres de la sécurité et de l'administration territoriale en maintenant l'itinéraire qu'ils avaient proposé et auquel les autorités compétentes ont apporté une légère modification. Résultat, le vendredi 21 Novembre derniers, les manifestants, sous l'incitation des leaders de CAP 2015, ont violemment tenté de forcer le passage pour chuter au Palais des Congrès afin de provoquer une situation similaire de celle qui a prévalu au Burkina Faso à la fin octobre et qui ont provoqué le départ de Blaise Compaoré. Lomé n'étant Ouaga, avec ce grand gap entre les réalités burkinabè et togolaises, les manifestants ont attaqué sans succès plusieurs éléments de la police et de la gendarmerie comme en témoignent plusieurs vidéos qui circulent en boucle sur les réseaux sociaux. Les forces de sécurité ont répliqué par des tirs de gaz lacrymogène. Heureusement il n'y a pas eu de cas déplorables. Un entêtement inutile, puisque finalement, force est revenue à la loi. Pendant ce temps ce sont les partisans du pouvoir et de la majorité UNIR vingt cinq fois plus nombreux (plus 150 000 manifestants) qui se sont imposés dans la rue dans une marche pacifique qui a échoué à la plage. Face à leur objectif inavoué qui était de



provoquer la violence, il y avait le professionnalisme des forces de sécurité. Jean Pierre Fabre et son CAP 2015 ont essuyé leur premier échec. La violence a été évitée mais les méthodes utilisées par le Combat pour une Alternance Pacifique en 2015 (CAP 2015) n'ont rien de pacifique. Ce nouveau regroupement, tout comme les précédents (FRAC et CST) qui se sont constitués autour de l'ANC, n'ont que pour langage essentiel l'usage de la violence. Une violence à la fois verbale et physique qui s'est illustrée ces quatre dernières années par des fatwas et des agressions sur les journalistes et les autres hommes politiques qui ne partagent pas leurs visions. CAP 2015 n'est que l'autre nom du FRAC et du CST.

Patrick NIMA

Les Dessous d'une seconde Audience sollicitée par le Président de l'ANC POURQUOI LE PRESIDENT FAURE A LAISSE FABRE MARCHER AVANT DE LE RECEVOIR



C'est un message désormais clair, la Rue n'est porteuse d'aucune solution quand la légitimité et la légalité sont dans leur droit le plus absolu. Alors qu'il annonçait la tenue d'une grande marche populaire en vue des réformes, Jean Pierre Fabre avait au même moment écrit au Président de la République pour demander une audience. Contrairement à la grande tendance au sein des cadres de l'ANC et dans une moindre mesure au sein de CAP 2015, tendance qui croyait mettre le Chef de l'Etat devant le choix cornélien de désamorcer ce qu'il appelle une crise sans précédente en recevant Jean Pierre Fabre avant le 21 novembre ou tout simplement subir éventuellement les syndrome

burkinabè. Imperturbable, se fondant sur sa légitimité et le soutien populaire dont il jouit, le Président Faure a laissé Jean Pierre Fabre et son CAP 2015 descendre dans les rues de Lomé avant de les recevoir en audience le lendemain. Et comme le ridicule ne tue pas au Togo, ceux qui voulaient éditer ici au Togo, la révolution burkinabè des 29 et 30 Octobre, se sont retrouvés le lendemain devant le Président que leur mouvement devait faire partir la veille. Mieux, le Président de la République plus ragaillard par la sortie impressionnante de ses partisans, a plutôt joué à l'apaisement. Sur la désormais récurrente question des réformes, le Chef de l'Etat a recommandé à ses hôtes de laisser la

procédure de la nouvelle proposition de réformes (introduite au parlement sur initiative du CAR et ADDI) suivre son cours tout en espérant qu'il y ait un consensus cette fois. La leçon de cette visite c'est que la rue n'est pas la solution, surtout que désormais ceux qui en détenaient le titre foncier l'ont perdu au profit des autres qui ont décidé de l'exploiter également.

Se sentant humilié, Jean Pierre Fabre, une fois directement sorti de l'audience, a organisé un point de presse pour appeler ses partisans à sortir massivement pour soutenir la société civile qui sera dans les rues le 28 Novembre prochain. Ce que Jean Pierre Fabre oublie, c'est que tout le monde sait que les marcheurs dans ce pays sont de l'ANC. Ils n'iront donc pas renforcer les manifestants de la société civile, mais encore eux les manifestants de la société civile. De leur côté, les associations proches d'UNIR ont déjà annoncé qu'elles seront à nouveau dans les rues ce même 28 novembre pour une autre démonstration de force. Il faut rappeler que le vendredi dernier, ce sont les partisans du Président Faure qui ont remporté pacifiquement le bras de fer. Ceux de l'ANC, minoritaire et qui défilaient dans les rues sous la nouvelle casquette de CAP 2015, ont préféré verser dans la violence. Mais ils en ont été empêchés par les forces de sécurité sans dégât majeur.

Germain POULI

Grande déchirure au sein de la Famille du Capitaine des Eperviers ADEBAYOR SHEYI ACCUSE SA MERE ET SES SŒURS DE VOULOIR LE LIQUIDER POUR PARTAGER SES BIENS

L'affaire s'ébruitait depuis des mois au Togo, sans qu'une confirmation absolue ne soit apportée sur la division de la famille de Shéyi Emmanuel Adébayor, capitaine malheureux des Eperviers fraîchement éliminés de la CAN après leur défaite 1 à 3 contre le Ghana à Tamalé. Et c'est précisément du Ghana que vient la confirmation du fait désormais établi qu'il y a plus d'un an que Shéyi et sa maman ne se voient pas, pire ne se parlent même pas. C'est la sœur aînée du capitaine des Eperviers, Maggie Adébayor qui a crevé l'abcès sur Peace FM, une radio ghanéenne. « Jusqu'à présent notre mère vend des sachets en polyéthylène, des cadenas et d'autres choses à la frontière entre le Togo et le Ghana. Elle ne l'a pas vu depuis plus d'un an et il rejette ses appels. Notre mère ne lui réclame pas d'argent. Elle veut juste le voir parce qu'elle l'aime beaucoup. » affirme Maggie qui révèle en outre que Shéyi aurait chassé sa mère de sa maison et n'apporterait d'ailleurs aucune assistance aux membres de sa famille. Mis au courant de ces accusations, selon nos confrères du site voiceofcongo.net qui ont rapporté l'information, Shéyi Adébayor a tenu à répondre, une réponse qui éclaire davantage sur la nature exécrable des relations entre les membres du capitaine des Eperviers. « Comment est-ce que je peux parler à une mère qui avec la complicité de mes sœurs, complotent contre moi ? Elles

devraient cesser de parler. Elles devraient arrêter de faire leur magie noire sur moi. » rétorque notre Manu national très remonté. Comme pour apporter un démenti, il affirme que : « Celle qui parle actuellement et se dit être ma sœur, je lui ai acheté une maison à East Legon (quartier huppé d'Accra) pour 1,2 millions de dollars. Vous pensez qu'elle l'a achetée seule ? Plus tard j'apprends qu'elle a loué la maison. » . Et comme pour se dédouaner totalement et laisser apprécier la situation il confie plus loin : « Ils sont déjà d'accord sur le partage de mes maisons, de mes voitures. Ils se sont dit « si il meurt toi tu auras celle maison et cette voiture. Vous vous imaginez la situation ? ». Depuis la mort l'année dernière de Peter Adébayor, le frère aîné de Shéyi, les relations entre le joueur de Tottenham et sa famille se sont totalement envenimées, celle-ci l'accuse de l'avoir laissé mourir ou de l'avoir tué par des pratiques occultes. La progéniture Adébayor dont quelques membres sont installés, pour des raisons de commodité, dans la capitale ghanéenne, se livre donc une guerre sans merci à travers les médias comme ils avaient perdu de vue que, comme dans toutes les sociétés, le linge sale, se lave en famille.

La Rédaction

Retrouvez votre journal et plus d'info sur le site : www.togoreveil.info

Récépié N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Didier ASSOGBA

Patrick NIMA

Pégy

Paul KATASSOLI

SERVICE COMMERCIAL ET

PUBLICITÉ

Aïssata TOURE

SECRÉTARIAT

Carole AGHEY

Rose NYUIADZI

INFOGRAPHIE

AHIALE Raphaël

CARICATURE

DODZI

DISTRIBUTION ET

ABONNEMENT

Tel: 22 36 18 56

ADRESSE

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoé face Ets VINS

D'ITALIE

Tél. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56

90 02 76 54

E-mail : togoreveil@togoreveil.info

TIRAGE

4000 Exemplaires

IMPRIMERIE

La Colombe

Grande Démonstration de force des partisans d'UNIR face à ceux de CAP 2015 FAURE GNASSINGBE REMPORTE LA PREMIERE MANCHE DE LA PRESIDENTIELLE DE 2015 DANS LA RUE



La déferlante vague "bleu blanc" des partisans du président Faure



Les cadres du parti



Les cadres du parti



Les femmes militantes

Les résultats des deux manifestations publiques qui se sont déroulées vendredi dernier dans les rues de Lomé, sont sans appel. Avec plus de cent cinquante mille (150 000) militants et sympathisants, le déferlante « bleu-blanc » des défenseurs des institutions et supporters du Président Faure Gnassingbé, prend le dessus sur les habitués des manifestations publiques, qui sous la nouvelle bannière du Combat pour l'Alternance en 2015 (CAP 2015) ont peiné à mobiliser six mille (6000) marcheurs.

Des actes de violences de CAP 2015 pour cacher la faible mobilisation

Prévue pour s'ébranler déjà à 9 heures ce vendredi matin, c'est finalement après 11 heures, que Jean Pierre Fabre et ses partisans ont débuté, malgré eux, leur manifestation qu'ils ont vite transformé en pseudo guérilla urbaine dans leur fief à Bè. Faute d'une grande mobilisation pacifique, comme dans le premier cas, CAP 2015 a préféré brûler quelques pneus après une vaine tentative de rejoindre le Palais des Congrès de Lomé. Il y a quelques jours, les autorités en charge de la sécurité et des manifestations publiques avaient proposé aux responsables de CAP 2015, de modifier légèrement leur itinéraire pour avoir un autre point de chute que le Palais des Congrès. Jusqu'au jour de la marche, ces

derniers avaient affirmé qu'ils défileraient l'autorité pour maintenir l'itinéraire initiale. Devant la fermeté des forces de sécurité qui leur ont interdit les voies d'accès au Palais, les quelques groupes de jeunes marcheurs se sont illustrés dans les jets de projectiles contre les forces de sécurité qui ont répliqué par des tirs de gaz lacrymogène pour les disperser.

Des Pro FAURE, très déterminés, par dizaines de milliers dans la rue Peu avant CAP 2015, c'est à 6 heures déjà, que par dizaines de milliers, les partisans du président Faure Gnassingbé, qui pour l'occasion ont choisi de défendre les institutions de la République, étaient aux environs de la Colombe de la Paix, débordant ainsi sur les quartiers du Lycée de Tokoin, de Forever et de Tokoin Nord. Autour de 7 heures, la marche démarre par un impressionnant cortège à perte de vue. Vieilles et jeunes femmes, militants, cadres et responsables du parti UNIR, étaient tous là, noyés par une jeunesse mobilisée à travers des dizaines de mouvements de soutien au Président Faure. Sur leur T-Shirt et banderoles, on pouvait lire, entre autres, les inscriptions suivantes : « Oui pour le Respect de la Constitution », « Nul n'a le Monopole de la Rue », « Stop! Ne touche pas à ma Constitution », « 2015, C'est Maintenant! ». Dans le calme et la discipline, les manifestants en bleu-blanc ont sillonné le Boulevard Gnassingbé Eyadéma, l'Avenue des Hydrocarbures, le Boulevard des

Armée, l'Avenue de la Nouvelle Marche pour rejoindre le Boulevard du 13 janvier avant de traverser le Boulevard du Mono en bordure de la mer pour s'installer à la plage en face de l'ancien Palais de la Présidence de la République. Au total une bonne quinzaine de kilomètres à pieds dans le calme et le respect des riverains qui n'ont pas caché leur admiration à cette marche paisible et citoyenne. Bien encadré par une sécurité interne à l'organisation et par endroit (dans les carrefours) par les forces de sécurité, cette marche a révélé un autre peuple majoritaire et habituellement silencieux face aux récurrentes manifestations et autres provocations de certaines formations de l'opposition.

Au point de chute où un podium et des appâtes étaient dressés, des déclarations ont été respectivement présentées au nom des manifestants par M. Noël DePoukn, Président de la NJSPP (Nouvelle Jeunesse pour le Soutien au Président Faure) et Mme Raymonde Kayi Lawson De Souza, Présidente de la CFU (Convention des Femmes pour UNIR). Ces déclarations sont revenues sur la situation politique au Togo qui s'est progressivement et profondément améliorée depuis l'arrivée au pouvoir du Président et la signature de l'APG. Les élections transparentes successives, les efforts de redressement économique et de reconstruction et d'autres réformes majeures ont été passés en revue pour attester de la volonté du président de la République à faire du Togo un Etat

moderne, démocratique et émergent.

Faure Gnassingbé n'est contesté ni de l'intérieur ni de l'extérieur S'agissant de l'actualité, le Président de la NJSPP a déclaré : « Suite aux récents événements survenus au Burkina Faso ayant entraîné la démission de son Président de la République, une partie de l'opposition togolaise, celle qui est hantée par la contestation du pouvoir et la déstabilisation des acquis du régime FAURE refait surface. Elle a minutieusement programmé des actions violentes pour créer un climat insurrectionnel dans l'ensemble du pays afin de terroriser les paisibles populations et contraindre les détenteurs de la légitimité nationale et républicaine à s'en aller. » Après ce constat, ce porte parole des forces vives de la nation pour la protection de la constitution et des institutions de la république a indiqué : « Nous sommes ici présents pour annoncer à la communauté nationale et internationale que Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE n'est ni contesté de l'intérieur ni de l'extérieur de nos frontières. Il est détenteur de la légitimité nationale et républicaine et il l'assumera jusqu'au bout. » A l'endroit de ceux qui prennent leur illusion pour la réalité, il leur est rappelé que « Le Président Faure n'est pas solitaire » et que « sa popularité ne souffre d'aucun doute avec la grande majorité de plus de 60% de togolais à la présidentielle de 2010 et aux législatives de 2013 »

Après avoir réaffirmé leur engagement et leur détermination à défendre les institutions de la République et à combattre les manœuvres subversives en vue de replonger le pays dans des crises qui n'ont plus droit de cité au Togo, les manifestants se sont donné rendez-vous pour une autre mobilisation le 28 novembre prochain.

Les justes éléments d'appréciation de la réalité politique togolaise

Les premiers responsables du parti UNIR, se sont félicités de la spontanéité et de la qualité de la mobilisation des populations de Lomé et de ses environs qui traduisent l'expression réelle de la majorité du peuple togolais. Le Parti UNIR dit espérer que « l'opinion nationale et internationale a désormais les justes éléments d'appréciation de la réalité politique togolaise. »

Et si 2015 se jouait déjà maintenant Au regard de la grande mobilisation des militants et sympathisants d'UNIR et à la prévisible incapacité de CAP 2015 à faire le plein des rues loméennes en cette mémorable journée du 21 Novembre, il est clair que le Président Faure dont les seconds réclament la non-candidature en 2015, est plutôt le mieux placé pour remporter la présidentielle. La lassitude des habitués manifestants du CST et du FRAC qui n'ont pas répondu à la grande mobilisation annoncée par CAP 2015 est un mauvais présage pour cette frange de l'opposition qui sous estime les progressives et grandes percées du pouvoir dans ses fiefs traditionnels, en l'occurrence celui de Lomé. Après la perte totale, au profit du parti UNIR, de la Région des Plateaux et de certaines autres circonscriptions électorales lors des dernières législatives de juillet 2013, le constat de la perte de ce bras de fer dans les rues loméennes est un autre signal que l'opposition va mal, très mal à cinq mois de la présidentielle. Pour certains observateurs Faure Gnassingbé a remporté le premier tour de ce scrutin dans les rues loméennes, la suite dans les urnes ne serait qu'une formalité. Selon eux, une grande majorité des togolais n'imaginant pas leur président hors du prochain jeu électoral. Le bilan de son dernier mandat lui a valu une plus grande adhésion populaire.

Germain POULI

Grande contribution du Projet PARCI-2 à l'assainissement des finances publiques au Togo :

DES RESULTATS SPECTACULAIRES GRACE A LA BONNE EXECUTION DU PROJET PAR ADJI OTETH AYASSOR ET SON EQUIPE



Le ministre Ayassor

Les quinze longues années de crise sociopolitique que le Togo a connue, ont laissé derrière elles une administration togolaise non seulement obérée par des déficiences institutionnelles, organisationnelles et fonctionnelles, mais également frappée par des contraintes en ressources humaines et matérielles. C'est ainsi que dans la perspective d'une normalisation progressive de la situation économique, politique et sociale au Togo, de nombreux programmes ont été élaborés, par le gouvernement togolais, sous la houlette du Président Faure Gnassingbé en vue d'améliorer la gouvernance économique et financière. Parmi ces programmes, on note en première ligne le Projet d'Appui au Renforcement des Capacités Institutionnelles (PARCI).

Le démarrage avec PARCI-1

La première phase du projet dénommé PARCI-1 qui a été approuvée en juillet 2006 vise essentiellement à préparer le pays à la reprise de la coopération avec les partenaires du Togo notamment la Banque Africaine de Développement (BAD). La priorité du projet PARCI-1 a été accordée aux structures du Ministère de l'Economie et des Finances en raison de sa forte implication dans le processus de reprise de la coopération. Dans ce contexte, le PARCI-1 a été mis en œuvre avec succès dans le délai des trois ans qui avaient été arrêtés lors de son évaluation. Toutefois, malgré les acquis du PARCI-1 et les progrès accomplis par le pays, le Togo demeure un Etat fragile. D'où la nécessité d'une poursuite du programme à travers un second volet.

PARCI-2 pour la Consolidation de la bonne gouvernance économique et financière

La seconde phase du programme dénommée PARCI-2 a été conçue pour consolider les acquis des réformes du gouvernement en matière de modernisation de l'administration publique et de renforcement de la gestion macroéconomique et budgétaire afin de promouvoir la bonne gouvernance économique et financière au Togo. Sa conception a pris en compte les avancées et les contraintes identifiées ainsi que les leçons tirées de la mise en œuvre du PARCI-1. Ce second volet porte sur deux dons d'un montant de 9,21 millions d'Unité de Comptes (UC) réparti en don Fond Africain de Développement (FAD) de 4,85 millions d'UC et en don de la Facilité en faveur des Etats Fragiles (FEF) de 4,36 millions d'UC avec une contrepartie du gouvernement de 0,49 million d'UC soit un total de 9,70 millions d'UC. Entré en vigueur en octobre 2010, PARCI-2 devrait prendre fin en

décembre 2014 avec comme objectif général de contribuer au renforcement des capacités de mobilisation des ressources financières domestiques et de promouvoir la bonne gouvernance économique et financière au Togo devenue depuis quelques années une préoccupation majeure du président Faure Gnassingbé.

Les Trois Composantes de PARCI-2 La seconde phase de PARCI se décline en trois composantes principales à savoir: A-B et C.

A travers la composante A, il s'agit de parachever l'intégration des finances publiques et de renforcer la capacité de mobilisation des ressources domestiques. La composante B concerne le renforcement de l'intégrité du système de contrôle et d'audit des finances publiques. S'agissant de la composante C, elle est relative à la gestion du projet.

A un mois de la fin de ce projet piloté par Monsieur Oniankitan Ogbone, le ministre de l'Economie et des finances, M. Adji Oteth Ayassor peut se féliciter du travail abattu, dans la rigueur et l'efficacité par son équipe pour l'atteinte des résultats probants sur le terrain. Plusieurs activités prévues au niveau de chacune des sous composantes ont été réalisées avec succès.

Fournitures des Equipements informatiques, matériels et mobilier de bureau

Des équipements informatiques, matériels et mobilier de bureau (notamment ordinateurs, imprimantes, photocopieurs, compteurs de billets, détecteurs de faux billets, coffres forts et armoires fortes, meubles etc) prévus dans le cadre de l'exécution de ce projet ont été acquis et remis aux structures bénéficiaires de la sous composante A1. Outre, les motos destinées à la Direction des Finances qui ont été effectivement remises, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTC) a sollicité et obtenu l'autorisation de la BAD pour utiliser le financement réservé à l'installation du système STAR-UEMOA, pour l'acquisition de véhicules destinés à faciliter l'intervention, les contrôles et la collecte des fonds et pièces justificatives assurés par les trésoreries régionales. Le PARCI-2 a œuvré pour l'extension du SIGFIP entendu, système intégré de gestion des finances publiques dans les sept ministères sectoriels prioritaires. Ce système s'est également étendu au niveau de cinq trésoreries régionales, de quatre trésoreries principales et de dix autres trésoreries sur toute l'étendue du territoire national. Aujourd'hui, la dépense publique est suivie en temps réel quel que soit

l'endroit où elle est exécutée sur le territoire national. L'extension progressive du SIGFIP aux trésoreries des préfectures et aux ministères sectoriels rassure sur les moyens de suivi de l'exécution des dépenses publiques, depuis l'engagement jusqu'au paiement effectif ainsi que la production des balances générales du Trésor. Ceci constitue à bien des égards une performance notable et unique dans la sous-région Ouest africaine.

Plusieurs formations pour le renforcement des capacités

Relativement au renforcement des capacités du personnel des institutions bénéficiaires, six des huit formations prévues pour la DGTC ont été effectuées. Plusieurs cadres ont effectué des voyages d'étude au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, notamment sur la production des comptes de gestion et la gestion de la trésorerie de l'Etat. Pour le compte de la Direction des Finances, un manuel de procédures administratives et de gestion des dépenses de fonctionnement du budget de l'Etat a été élaboré et l'ensemble du personnel a été formé à l'usage dudit manuel. En outre et afin de parfaire la pratique et d'harmoniser la présentation des comptes administratifs à l'échelle nationale, cent soixante-dix (170) acteurs chargés de la production des comptes des organismes publics ont été formés sur l'élaboration et la reddition du compte administratif des établissements publics et des collectivités territoriales.

Un accent particulier sur l'ancienne Direction Générale des Impôts et l'ancienne Direction Générale des Douanes

Concernant la sous composante A2, où il était prévu de renforcer les capacités de coordination et de mobilisation des ressources, il faut retenir que l'accent a été mis sur la Direction Générale des Impôts et la Direction générale des Douanes (actuel Commissariat des impôts et Commissariat des Douanes et Droits Indirects). Ces deux structures ont bénéficié de gros lots d'équipements informatiques et logiciels ainsi que de matériels et mobiliers de bureau. Les deux structures ont bénéficié de six (6) véhicules, à raison de deux (2) camions de transports des agents, de deux (2) véhicules doubles cabines pour la Direction Générale des Douanes et de deux (2) véhicules doubles cabines pour la Direction Générale des Impôts. En vue de lutter contre la fraude, la Direction Générale des Douanes a bénéficié de six (6) motos d'intervention sur pistes asphaltées et dix (10) motos d'intervention sur pistes difficiles. S'agissant de l'extension du logiciel SYDONIA++ aux autres bureaux de la douane, trois bureaux de douanes à savoir Kambolé, Natchamba et Kéto ont bénéficié de l'interconnexion. Deux groupes électrogènes et des équipements de production d'énergie solaire ont été installés à Kambolé et Natchamba. Les équipements fournis ont permis de faire l'extension de SYDONIA++ dans trois autres bureaux de douane, à savoir Ségbé, Noépé, et Tohoun. S'agissant toujours de la Direction générale des Douanes, le matériel de transmission radio a été fourni et installé dans plusieurs directions régionales, bureaux, et postes de douanes sur toute l'étendue du territoire. Quant à la Direction Générale des Impôts, une étude diagnostique sur la mise en place d'un logiciel de gestion fiscale a été réalisée. Les recommandations de cette étude, notamment, la mise en œuvre de la première réforme relative à l'harmonisation du fichier d'immatriculation des contribuables,

interviennent dans le cadre de l'Office Togolais des Recettes OTR, une réforme majeure mise en route avec rigueur et conviction par le Ministre Ayassor en vue d'accroître la mobilisation des recettes de l'Etat dans une fusion des deux régies (douane et impôts).

L'appui à l'Opérationnalisation de l'OTR

La migration de SYDONIA++ vers Sydonia World qui est l'un des premiers acquis de l'Office Togolais des Recettes (OTR) a été réalisé par le PARCI-2 à travers l'acquisition des serveurs, des licences Oracle et autres équipements informatiques. De même, et afin d'appuyer l'opérationnalisation de l'OTR, le PARCI-2 a mis à la disposition de la nouvelle institution, des serveurs et un important lot d'équipements informatiques et logiciels (environ 300 ordinateurs et autres équipements informatiques).

Le Renforcement des structures de contrôle et d'audit

C'est la sous composante B1 du PARCI-2 qui prend en compte le renforcement des structures de contrôle et d'audit des finances publiques. Au titre des équipements informatiques et logiciels ainsi que du matériel et mobilier de bureau et des équipements bureautiques, l'ensemble des structures bénéficiaires de cette sous composante ont été pourvus d'importants lots d'équipements. De même, la Cour des Comptes (CC), l'Inspection Générale des Finances (IGF), l'Inspection Générale d'Etat (IGE), la Direction du Contrôle Financier (DCF), et la Direction du Financement et du Contrôle de l'Exécution du Plan (DFCEP) ont bénéficié chacune d'un véhicule 4x4 pour faciliter leurs missions de contrôle sur le terrain. De leur côté, la DCF et la DFCEP ont bénéficié respectivement de vingt-deux (22) et six (6) motos tout terrain. L'IGE quant à elle a été dotée d'un manuel de vérification et l'ensemble des inspecteurs et vérificateurs de cette institution ont été formés sur l'utilisation dudit manuel. De même, et pour le compte de la CC, il a été réalisé l'internalisation du Référentiel du manuel de procédure de l'UEMOA à l'usage des juridictions financières pour la CC du Togo.

Les magistrats de la Cour des Comptes ont aussi été formés en « Audit et certification des comptes publics » et en « Jugement des comptes publics ». S'agissant des formations, les structures mentionnées précédemment ont été formées dans plusieurs domaines, notamment, « Audit de performance », « Audit dans un environnement informatisé », « Audit des marchés publics » et « Lutte contre la fraude fiscale et douanière », entre autres, pour le renforcement de leur capacité opérationnelle. L'IGF et l'IGE, ont bénéficié au titre de 2011, 2012 et 2013 des lots d'ouvrages spécialisés afin de leur permettre de remplir leurs missions avec efficacité pour un meilleur rendement.

Enfin, 120 cadres de l'administration publique ont été formés sur la « tenue de la comptabilité des matières » afin de sécuriser les biens de l'Etat.

Le soutien à la Modernisation du système de passation des marchés L'équipe du ministre Ayassor chargée de l'exécution de PARCI-2 a réalisé les mêmes performances au niveau de la sous composante B2 relative au soutien à la modernisation du système de passation des marchés publics.

L'ensemble des structures bénéficiaires de cette sous-composante ont été pourvues d'importants lots facilitant ainsi leur



Oniankitan Ogbone, coordonnateur de PARCI-2

condition de travail. On peut citer, entre autres : Des équipements informatiques et logiciels ainsi que du matériel et mobilier de bureau et des équipements bureautiques. Dans le cadre de l'assistance technique, un expert en passation des marchés publics a été mis à la disposition de la Direction Nationale du Contrôle des Marchés Publics (DNCMP). Il a accompagné les deux nouvelles structures dans leur opérationnalisation sur plusieurs plans. En ce qui concerne les outils de travail, le projet a recruté un consultant qui a élaboré l'ensemble des dossiers types de passation des marchés publics qui sont désormais utilisés par tous les acteurs du système de passation des marchés publics. Ceux-ci ont été formés sur l'utilisation de ces dossiers types. C'est ainsi que plus de mille (1000) acteurs issus de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et de la DNCMP ainsi que des autorités contractantes et du secteur privé ont été formés. Deux manuels de procédures administratives, techniques et comptables ont été mis à la disposition de l'ARMP et de la DNCMP. De même, un guide de l'acheteur public et un manuel d'application des dispositions du code des marchés publics ont été élaborés. Parlant de la composante 3 relative à la gestion du projet et au titre des équipements informatiques et logiciels ainsi que du matériel et mobiliers de bureau et des équipements bureautiques, la CEP et le SP-PRPF ont reçu les lots prévus pour leur compte ainsi que le manuel de procédures administratives, comptables et financières. Un consultant chargé des acquisitions au sein de la CEP a été recruté. Ce dernier a exécuté son job avec efficacité et rigueur.

Pour le Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques de Réformes et des Programmes Financiers (SP-PRPF) et la Direction du Budget (DB), un consultant individuel chargé de la formation des agents en CDMT et budgets programmes a été recruté. En outre, 7 cadres issus de la DFCEP du SP-PRPF ainsi que la CEP ont été formés sur le suivi d'exécution, évaluation des programmes et projets publics et système d'information du 1er au 19 avril 2013 par l'institut SETYM International à Abidjan. Un cadre de la DFCEP a été formé en Gestion des contrats et des décaissements : exécution des marchés par le même institut.

PARCI 2 et ITIE, une collaboration qui a conduit à la reconnaissance des efforts du Togo

Ce second volet de PARCI a également contribué au financement de plusieurs activités de l'ITIE-Togo relatives aux visites de sites miniers et voyage d'études dans les pays conformes ou ayant un processus plus avancé que celui du Togo aux ateliers de sensibilisations des populations des zones minières et des différents acteurs de l'ITIE ainsi qu'à la

Suite à la page 6

25ème anniversaire de la convention relative aux droits
des enfants

LA MINISTRE DE L'ACTION SOCIALE AU CHEVET DES ENFANTS MALADES DES HOPITAUX SYLVANUS OLYMPIO ET BE



La ministre Ekoué au chevet d'un enfant malade
(CHU Sylvanus Olympio)

A l'occasion de la célébration des 25 ans de la Convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE), la ministre de l'Action Sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation s'est rendu au chevet des enfants malades des hôpitaux Sylvanus Olympio et de Bè pour leur apporter le réconfort et leur témoigner le désir du gouvernement à toujours les soutenir. Témoignage marqué par une remise de cadeaux ce 20 novembre.

Au total 147 enfants au CHU Sylvanus Olympio et 39 à l'hôpital de Bè ont

reçu des mains de Madame Ekoué Dédé Ahoéfa des cadeaux composés de bics de crayons de cahiers de livres et de beaucoup d'autres objets. Pour la ministre de l'Action sociale, Madame Ekoué, « cette cérémonie de remise de cadeaux aux enfants hospitalisés s'inscrit dans la dynamique d'amélioration continue et résolue de la situation des enfants engagée par le gouvernement » et témoigne du fort engagement du Président de la République et du gouvernement pour un raffermissement du droit de chaque

enfant à l'amélioration de sa santé et de ses conditions de vie.

Cette cérémonie de remise de cadeaux est le fruit d'une collaboration entre le ministère en charge de l'action sociale, à travers l'agence de solidarité nationale, le ministère de la santé et l'ONG Opération Enfant de Noël. Pour la coordonnatrice de cette ONG, Mme Afi Tsogbé, cette cérémonie de remise de cadeaux vise à encourager les enfants malades en ce jour anniversaire et à témoigner la disponibilité de cette organisation à soutenir le gouvernement dans ses efforts continus et croissants pour la protection et la promotion des enfants. C'est aussi l'occasion pour l'ONG Opération Enfant de Noël, présente sur le terrain depuis 2001, de se faire connaître sur le plan national.

La CDE a été ratifiée le 1er août 1990 par le Togo. Depuis, le gouvernement n'a cessé d'œuvrer résolument, avec l'appui de ses partenaires et des organisations de la société civile, à une mise en œuvre progressive mais résolue de cette convention. Des progrès ont été réalisés, notamment avec l'adoption du Code de l'Enfant et dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la nutrition et de la protection des enfants.

Paul KATASSOLI

Premier Forum national sur la l'Adoption des Enfants au Togo LE PROCESSUS NATIONAL D'ADOPTION EVALUE ET AMELIORE



Vue partielle des participants au forum

La paroisse universitaire de Lomé a accueilli du 18 au 20 Novembre le premier Forum National sur l'Adoption des enfants au Togo. C'est la Ministre de l'Action Sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation, Mme Ekoué Dédé Ahoéfa qui a procédé à l'ouverture des travaux qui ont réuni les acteurs nationaux impliqués dans la procédure d'adoption des enfants. Des partenaires internationaux tels que les organisations internationales, les missions diplomatiques et les organismes étrangers agréés pour l'adoption venant des pays tels que la France, l'Allemagne, la Belgique et l'Italie ont aussi participé à ce séminaire. Pendant trois jours, les assises ont tournées autour du thème « l'adoption des enfants au Togo : forces et faiblesses et perspectives ».

Afin de protéger les droits des enfants en leur offrant un cadre de vie approprié, le gouvernement a pris des mesures pour encadrer l'adoption des enfants au Togo. Ainsi, de 2009 jusqu'à aujourd'hui, près de 300 enfants ont été adoptés dans le pays et à l'international dans le respect des normes de sécurité et de bien-être de l'enfant en ligne avec la convention de la Haye du 29 mai 1993. Pendant que le processus d'adoption en cours garantit la sécurité des enfants, il est confronté à un problème de délai raisonnable. En effet, les centres d'accueil, les orphelinats et pouponnières regorgent d'enfants sans familles alors que les demandes d'adoption nationales comme internationales ne font qu'augmenter. A entendre la ministre Ekoué Dédé, ce forum s'inscrit donc dans la logique d'amélioration continue du processus d'adoption. « Les constats positifs enregistrés depuis, doivent nous encourager à faire une évaluation du dispositif de l'adoption d'enfants mis en place par le gouvernement, d'en tirer des conclusions et de procéder à des ajustements et à des améliorations. », a-t-elle indiqué.

A l'issue de cette rencontre, les participants ont dégagé une feuille de route et des recommandations pour améliorer et raffermir le droit de chaque enfant à une famille permanente.

Londou KAWANA

Nationalisation du complexe hôtelier 2 février L'ETAT TOGOLAIS LANCE LE PROCESSUS D'INDEMNISATION DE LA LAICO

Le gouvernement togolais a adopté jeudi dernier en conseil des ministres le décret portant création de la Commission d'Evaluation de l'Indemnité (CEI) instituée par la loi du 22 octobre 2014. « La principale mission de cette commission sera de procéder à l'évaluation de l'indemnité que l'Etat togolais versera à la Libyan Investment Company (LAICO), suite à la nationalisation de l'ensemble mobilier et immobilier de l'hôtel 2 février », précise le communiqué ayant sanctionné le conseil des ministres.

La CEI devra, à l'issue de sa mission, soumettre un avis circonstancié sur le montant de l'indemnité que l'Etat devra verser à la LAICO-Togo au titre de compensation. La CEI devra soumettre son avis au bout de quatre ans. La mise en place de la CEI selon la loi du 22 octobre 2014, portant modernisation de l'action publique de l'Etat en faveur de l'économie est une preuve supplémentaire du désir



Hôtel du 2 Février

du gouvernement togolais à respecter les intérêts du groupe LAICO dans cette procédure de nationalisation.

La décision de l'Etat togolais de nationaliser le complexe hôtelier du 2 février se justifie par le laxisme de la LAICO dans l'exécution des travaux de rénovation de l'hôtel depuis qu'elle a acquis cette tour de 35 étages située au cœur de Lomé. A cela s'ajoute la situation incertaine en Lybie depuis la chute de Kadhafi, le guide de la Jamahiriya Libyenne.

Pablo ZOUBE

Programme National de l'Entreprenariat Féminin Inclusif LES MEMBRES DES GROUPEMENTS DE LA REGION KARA RENFORCENT LEURS CAPACITES ENTREPRENEURIALES



Photo de famille des participants

105 femmes leaders issues de 35 groupements de la Région Kara ont pris part à un atelier de renforcement de leurs capacités entrepreneuriales du 19 novembre au 21 janvier. Organisée par le Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation en collaboration avec le Ministère du Développement à la Base, cette formation qui a eu lieu aux affaires sociales de Kara est une première étape d'une série de formations prévues sur toute l'étendue du territoire. L'objectif est de renforcer les capacités des groupements de femmes en gestion et en technologies de base afin de répondre aux défis majeurs auxquels ces groupements sont confrontés dans la gestion de leurs activités de transformation et de commercialisation de produits agricoles. C'est le Secrétaire Général du ministère de l'Action Sociale de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation, M. Stanislas BILEBA, qui a procédé à l'ouverture des travaux en présence du préfet de la Kozah, Col BAKALI HemouBadibawou, de la conseillère du Président de la République chargée du Genre et la Directrice du FAIEJ.

Au Togo, on dénombre 53,46% de femmes contre 46,54% d'hommes dans le secteur agricole, un secteur d'activité qui occupe 54% de la population active et qui contribue à 40% à la formation de la richesse nationale. Face à ce nombre important de femmes dans ce domaine, le ministère en charge de la promotion de la femme a élaboré un programme national pour l'entrepreneuriat féminin inclusif. C'est dans ce cadre qu'une série de formation des membres des groupements féminins et

mixtes est prévue sur toute l'étendue du territoire. Pour M. Stanislas BILEBA, la promotion de l'entrepreneuriat féminin contribue à la création des emplois et des revenus décents. « C'est en même temps une réponse à l'obligation de justice et d'équité dans la société, en permettant aux femmes d'avoir les mêmes atouts que les hommes, pour créer et développer des entreprises », a-t-il indiqué. Cette initiative s'inscrit aussi dans la vision du gouvernement pour la promotion de la femme qui veut « faire du Togo un pays émergent, sans discrimination, où les hommes et les femmes ont les mêmes chances de participer aux actions de son développement et de jouir des bénéfices de sa croissance ». Pour sa part, le Préfet de la Kozah, Col Bakali Hemou a félicité le ministère en charge de la promotion de la femme pour son initiative et invité les participantes à mettre tout en œuvre pour que les objectifs assignés à cet atelier soient atteints et largement relayés et partagés partout.

Au cours des 5 dernières années, le gouvernement a mis en œuvre de nombreux projets qui ont permis aux entrepreneurs dont les femmes de créer et de développer leurs entreprises. Parmi ses projets figurent le Programme National du Développement des Plateformes Multifonctionnelles, le Fonds National de la Finance Inclusive, le Programme d'Appui au Développement à la Base et le Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements.

Londou KAWANA

« QUEEN STORE », UN JOYAU ARCHITECTURAL QUI OFFRE TOUT EN UN



Le super marché vu de face

Immeuble trois étages avec un rez-de-chaussée, des couleurs rouges et blanches, vives, le complexe commercial "Queen Store" se dresse majestueusement aux abords de la rue trois (Limousine, en direction d'Agoè

Assiyé) dans le quartier d'Agoè. Il a été officiellement inauguré le 21 novembre 2014 par la promotrice, Mme AMOUZOU Sabine, en présence de nombreux amis, admirateurs et clients.



M. & Mme Amouzou en compagnie du prêtre



Le premier client

Après une brève prière et la coupure symbolique du ruban au crépuscule, la foule massée à l'entrée du complexe commercial a eu droit à une visite guidée et assisté au premier achat effectué par M. Constantin AMOUZOU, PDG de CECO GROUP. Du rez-de-chaussée au niveau trois, tout est fait à la perfection et pour la satisfaction et le plaisir des clients.

Selon la promotrice, directrice des établissements "Queen Store", c'est l'éloignement des centres commerciaux situés au centre ville qui l'a motivé dans son choix du quartier Agoè. « C'est parce que j'ai senti le besoin. Quitter Agoè pour se ravitailler



Une cliente au rayon prêt à porter

en ville, je trouve ça un peu pénible parce que le week end sont faits pour se reposer. J'ai fait un peu de sondages et j'ai vu que c'est mieux de simplifier la vie aux habitants d'Agoè », a-t-elle déclarée.

Hasard de calendrier ou planification, "Queen Store" ouvre ses portes à un mois des fêtes de fin d'année. Mme AMOUZOU ne cache pas que tout est fait à dessein pour donner aux populations d'Agoè un cadre idéal pour faire les achats en cette fin d'année et pour joindre l'utile à l'agréable. « Nous sommes à l'approche des fêtes et l'inauguration du complexe commercial "Queen Store" est un

appel à la population d'Agoè et de ses environs à y faire un tour et je les rassure qu'elles ne seront pas déçues de la qualité de nos articles et des prix qui sont très bas », précise Mme AMOUZOU.

Complexe commercial « Queen Store », un espace de rêve

Situé dans le quartier Agoè Anomé, le complexe commercial "Queen Store" est un cadre idéal pour faire ses courses et passer du bon temps entre amis. Elevé sur quatre niveaux, le bâtiment est une véritable œuvre architecturale avec une organisation minutieuse dans les moindres détails. Il offre une multitude de services et rivalise avec les centres commerciaux qui fonctionnent en vase clos. « J'ai voulu que tout soit en un seul lieu pour faciliter la tâche aux uns et aux autres », précise la Directrice des établissements "Queen Store".

L'alimentation générale s'étend du rez-de-chaussée au 1er étage dont les rayons regorgent aussi de liqueurs, des cosmétiques et des détergents. Le 2ème étage offre un choix très varié de prêt à porter hommes, femmes et enfants. Le complexe commercial "Queen Store", c'est aussi et surtout le bar restaurant au 3ème étage. Un restaurant ouvert avec une décoration orientale et un espace VIP ; les deux avec une vue imprenable sur le quartier Agoè, ses belles rues et ses lumières.

Original par son nom, ce nouveau centre commercial fait un clin d'œil aux femmes et les rassure sur l'accueil qui les attend. « Queen Store parce que pour nous, les femmes sont toutes des reines et toutes celles qui viendront faire leurs achats ici, seront traitées comme telles », rassure Madame AMOUZOU.

Paul KATASSOLI

Renouvellement de contrat entre le Comité Femme Leader le groupe BK Université IAEC, L'ECOLE DE LA FEMME LEADER



Echange de documents entre Xavier Balouki et Anawè Abissi

5 ans ! C'est la durée du contrat qui lie le comité Femme Leader et l'IAEC (Institut Africain d'Administration et d'Etudes Commerciales). Pour les cinq prochaines années, l'IAEC met à disposition de comité Femme Leader quatre (4) différentes bourses annuelles contre des actions de communication sur l'événement Femme Leader.

Ces bourses, deux bourses entières de premier cycle (BTS), une bourse entière de deuxième cycle (Licence) et une bourse entière de troisième cycle (Master), seront destinées aux jeunes filles togolaises les plus méritantes mais aussi nécessiteuses de moyens scolaires. L'objectif de La Com. Tg, l'agence promotrice de Femme Leader de l'année, c'est d'encourager la jeune

filles aux études supérieures et de promouvoir l'excellence et le leadership féminin togolais.

Pour M. Anawè Abissi, Directeur Général de l'IAEC, représentant le PDG, M. Bassabi Kagbara à cette cérémonie de renouvellement de contrat, l'engagement de son école s'explique par le désir de donner à toutes les filles d'aujourd'hui, le potentiel pour devenir Femme Leader demain.

M. Xavier Balouki, Président du Comité Femme Leader a salué l'engagement de l'IAEC dans la cause féminine à travers le soutien au Comité FL depuis des années. « L'IAEC est l'un des partenaires de l'événement FL qui avait cru en nous et qui nous avait accompagné au cours

des cinq dernières années. Aujourd'hui nous sommes heureux de repartir encore pour cinq ans parce que nous allons pouvoir offrir chaque année 4 bourses, ce qui revient à un montant total de 5 millions. Nous voulons qu'à travers ces bourses, d'autres filles puissent bénéficier de l'éducation qu'il faut afin qu'elles puissent devenir des Femmes Leaders demain », a-t-il précisé.

Des frais d'inscription pour vingt étudiantes des universités de Lomé et de Kara

L'un des objectifs du comité Femme Leader, comme le montre cette cérémonie de signature de partenariat avec l'IAEC, c'est la promotion de l'éducation de la jeune fille. Aussi, en marge de la signature de ce contrat, le Comité FL, appuyé par Mme Kadjaka, Femme Leader 2010 et marraine de l'initiative, a offert des frais de scolarité universitaires à vingt jeunes bacheliers et étudiantes nécessiteuses pour le compte des universités de Lomé et de Kara.

Le Comité apporte ainsi sa pierre dans la lutte pour l'émancipation de la jeune fille. « C'est des filles qui ont eu le Bac et qui malheureusement ne pouvaient pas continuer les études au campus parce que n'ayant pas de moyens pour pouvoir s'inscrire. Avec le soutien de la marraine, nous avons réussi à inscrire vingt filles nécessiteuses », a déclaré M. Xavier Balouki.

Rappelons que les trophées Femme Leader de l'année récompensent chaque année, ce depuis 2009, les femmes d'exception et de mérite, des modèles de la société qui contribuent à la culture du leadership chez la jeune fille togolaise.

P. K.

Grande contribution du Projet PARCI-2 à l'assainissement des finances publiques au Togo : DES RESULTATS SPECTACULAIRES GRACE A LA BONNE EXECUTION DU PROJET PAR ADJI OTETH AYASSOR ET SON EQUIPE

Suite de la page 4

dissémination du premier rapport.

Grâce à l'appui du PARCI2, le Togo a été déclaré pays conforme aux normes et principes de l'ITIE lors de la Conférence internationale de l'ITIE tenue à Sydney en Australie les 22 et 23 mai 2013.

PARCI 2, Un Succès et une Efficacité qui inspirent d'éloquents témoignages. Somme toute, le projet d'Appui au Renforcement des Capacités Institutionnelles, PARCI-2, financé par la Banque Africaine de Développement (BAD) a donné des résultats impressionnants et en même temps satisfaisants par sa mise en œuvre effective. Les taux d'exécution du projet parci2 du 30 septembre 2014 se dégageant comme suit : Taux d'exécution physique 98,33%, Taux de décaissement 87,66%, Taux d'exécution financière 84,43%. Toutes ces prouesses sont à mettre à l'actif du Ministre de l'économie et des Finances ADJI AYASSOR qui, par son savoir-faire et surtout sa rigueur a permis de parvenir aux résultats escomptés comblant donc les attentes du gouvernement et de ses partenaires en matière de l'assainissement des finances publiques. Nous en voulant pour preuve les témoignages de certains bénéficiaires du projet.

« Il faut dire que PARCI2 nous a apporté un grand soulagement, nous ne demandons que ça, qu'on nous encourage, et qu'on mette les moyens à notre disposition », a déclaré Yao Blédjé inspecteur à l'IGE.

« Hier c'était des formations en série, des équipements informatiques, et bureautique, la documentation spécialisée et aujourd'hui c'est un véhicule qui permettra à l'IGF de mieux assumer sa mission de contrôle » se réjouit M. Djimba N. IBRAHIMA, Directeur de l'Inspection Générale des Finances (IGF) par intérim.

« L'élaboration des dossiers types de passation des marchés publics a nécessité le recrutement d'un consultant international, grâce au concours de nos partenaires techniques et financiers. C'est le lieu donc de remercier PARCI2 et partant la BAD, dont le soutien financier et matériel a permis la réalisation de ces dossiers types. Nous sommes convaincus, que le maintien de cet accompagnement permettra dans le futur, de franchir d'autres paliers dans notre quête de bonnes pratiques ». reconnaît M. René KAPOU Directeur de l'ARMP.

Face aux grands efforts déployés dans la conduite de ce projet, l'enjeu réside désormais dans la bonne gestion par tous les bénéficiaires du projet PARCI2 du matériel reçu et des connaissances acquises lors de différentes formations. Des attitudes qui peuvent encourager les partenaires en développement et surtout la BAD à toujours accompagner le Togo dans sa quête de développement. Malgré les résultats encourageants de ce projet, le Togo reste encore fragile sur le plan économique, comme bon nombre de pays africains. Ce constat, cependant, ne nous écarte pas de la solide conviction que la bonne gouvernance sous le Président Faure Gnassingbé est une réalité de plus en plus tangible. Cette bataille acharnée qui n'est qu'à ses premières victoires est portée par des personnalités de trempe et de l'expérience du ministre Ayassor. L'homme qui jouit d'une confiance absolue du Chef de l'Etat rassure chaque jour, par ses œuvres, ses compatriotes qu'il est l'homme qu'il fallait à la place qu'il occupe. Ses collaborateurs sur le projet PARCI disent de lui qu'il est un bon meneur d'hommes et un fanatique des résultats.

Biennale de la mode au Togo
UN DEFILE DE GALA RICHE EN COULEURS, POINT D'ORGUE DE LA 4^E EDITION DE BIMOD 228



Bouquet final, Mme Sambiani (premier plan au milieu) en compagnie des autres stylistes

Débutée le 17 Novembre dernier, la 4^e édition de la Biennale de la Mode au Togo, BIMOD 228 a été marquée par un défilé de gala qui s'est déroulé à l'hôtel Sarakawa le 22 novembre dernier. De nombreuses personnalités dont le ministre en charge de la culture ont assisté à ce défilé qui marque le point d'orgue de cette grande rencontre des acteurs et des férus de la mode africaine. Ce fut une soirée riche en couleurs. Une quarantaine de mannequins et mannequines ont défilé sur le T avec des créations d'une vingtaine de stylistes et modélistes de plusieurs nationalités notamment Bénin, le Nigéria, le Burundi, le Ghana, le Sénégal. La musique et l'humour

étaient aussi au rendez-vous avec la prestation d'un des monuments de la musique africaine, Théo Blaise, de Dieudonné Wila ainsi que de l'humoriste Alex.

Placée sous le thème « d'une génération à l'autre : l'excellence partagée » la 4^e édition de la BIMOD 228 coïncide avec la célébration des 30 ans de carrière de la promotrice Mme Blandine SAMBIANI-BAGNAH plus connue sous le nom de Bamondi. Dès le démarrage de cet événement donc, l'ancienne génération des stylistes a eu à échanger leur savoir-faire avec les jeunes qui rentrent dans le métier à travers une formation de 3 jours assurée par Lamine Diassé du Sénégal

et DesmoDisign du Togo. D'ores et déjà la promotrice se dit satisfaite du déroulement de cette édition. Selon elle la relève de demain est assurée parce que les jeunes stylistes font déjà un bon travail.

Initiée dans le souci d'offrir un cadre d'expression, d'échanges et de fertilisation croisée de savoir-faire de créateurs de mode et stylistes de renom, BIMOD 228 a réussi après six ans à s'imposer comme un rendez-vous incontournable des arts de la mode dans la sous-région ouest africaine. Le prochain rendez-vous est pris pour 2016 pour l'écriture d'une nouvelle page de cet événement.

H. L.

Manifestations populaires pour la protection de la constitution togolaise
LE PARTI UNIR ORGANISE UN CONCERT GEANT POUR CLOTURER LA MARCHE DU 21 NOVEMBRE

Les militants et sympathisants du parti UNIR après avoir marché dans la matinée du 21 novembre passé ont eu droit à un grand concert géant qui s'est tenu sur le terrain du lycée d'Agoè. Marqué par la prestation de grands noms de la musique togolaise, ce concert était l'apothéose du déferlement du peuple togolais plus tôt le matin pour exiger que la constitution actuelle ne soit pas modifiée. Tout comme le matin, de milliers de personnes ont pris d'assaut le terrain d'Agoè pour suivre la belle prestation des artistes en vogues dont Poundy Cissé, Olibig, Master Poper et Wedy. Les spectateurs ont largement apprécié le spectacle et exprimé leur attachement à la constitution actuelle. « Le concert a été impressionnant. J'ai beaucoup apprécié la prestation des artistes » a laissé entendre un spectateur. Un autre déclare aussi avoir passé de un moment en assistant à ce spectacle.

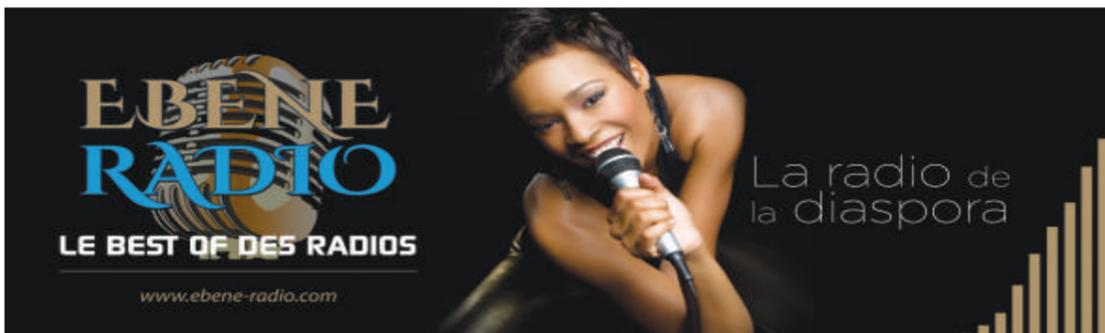
Pour rappel, les militants du parti UNIR ont marché et pourront continuer cette marche les prochains jours pour protéger la constitution et les institutions de la république alors que l'opposition regroupée dans le CAP 2015 bat le



Sur scène, Wedy

pavé pour tenter un passage en force à la manière burkinabaise.

La Rédaction



CAN 2015
LES EPERVIERS JOUENT LEUR DERNIERE CHANCE DE QUALIFICATION

Le successeur du sélectionneur français Didier SIX à la tête de l'équipe nationale togolaise de football a une fois de plus fait montre de son incapacité à conduire le navire des éperviers à bon port. Depuis sa signature de contrat en juin dernier, Tchanilé TCHAKALA a enregistré quatre défaites sur six sorties. La première défaite est celle obtenue lors de la première sortie en match aller devant la Guinée Conakry au Maroc sur un score de 1-2. La deuxième sortie des éperviers sous la conduite de Monsieur TCHAKALA s'est également soldée par une défaite cuisante de 2-3 devant les Black Star sur le terrain de Kégué. Heureusement, les troisième et quatrième sorties ont été couronnées de succès ; succès que les défaites sans appel du 15 novembre et mercredi dernier viennent de ternir. En effet Adébayor et ses coéquipiers se sont faits battre littéralement sur leurs propres installations par la Guinée 4-1 lors de la cinquième journée. La sixième journée qui s'est jouée entre les éperviers et les Black stars à Tamale s'est achevée également par une défaite pour les ambassadeurs togolais.



Tchanilé Tchakala

Cette dernière mésaventure de la bande à Tchanilé laisse douter de la réelle capacité de ce dernier à pouvoir assumer les responsabilités dues à son poste. Le choix du coach local a suscité un engouement au sein d'une partie du public sportif. Mais l'entraîneur ne convainc pas pour le moment. Ses choix des joueurs, ainsi que son style de jeu laissent plutôt croire à une partie de foot entre des gamins jouant dans du sable.

Les éperviers ne pourront plus disputer la phase finale de cette prestigieuse

coupe continentale. Et pourtant, le contrat signé par le coach national lui exigeait de qualifier l'équipe togolaise pour la CAN 2015. A un mois de la fin de ce contrat, le résultat du sélectionneur est aussi maigre que le porte-monnaie d'un étudiant. Il est clair que Tchanilé a déçu toutes les attentes. Tout le monde s'accorde à dire qu'il est très loin de celui qui pourra prendre soin du nid des éperviers. La plupart réclament même sa démission pour cette navigation à vue du bateau d'Adébayor et ses amis.

L'élan patriotique pousse bien des pays africains à opter pour des coaches locaux, mais entre cet élan et le résultat sur le terrain, l'écart est très grand. Quels sélectionneurs pour les équipes nationales africaines ? Des locaux souvent à court de résultat ou des expatriés souvent orgueilleux et égoïstes ? Toute une série de questions qui repose le problème des éternels sorciers blancs.

Denis GOSSOU (Stagiaire)

ERRATUM

Dans notre parution numéro 168 du Vendredi 14 novembre 2014, une erreur s'est glissée à la page 7. Au lieu de

“Expiration du moratoire sur l'utilisation des sachets non biodégradables le 31 octobre,

L'HABITUDE CEDERA-T-ELLE LA PLACE AU RESPECT DE LA LOI ?”,

lire plutôt

“Célébration du jubilé de diamant de Gérard AKUESON UNE SOIREE RICHE EN COULEURS MARQUE L'EVENEMENT”.

La Rédaction de TOGOREVEIL présente ses excuses aux organisateurs de la soirée et à tous ses lecteurs pour tous ces désagréments.

FAÏCHA Pressing
 Lavage à Sec Express
 Derrière SOMAYAF (ex AGIP Agoè)
 2^e virage à droite, face au domicile du Ministre DOGO

Nos atouts :

- ❖ Qualité des services
- ❖ Excellent rapport qualité/prix
- ❖ Collecte et livraison à domicile

Tél. : 22 46 03 20 / 90 02 12 71
 FAÏCHA Pressing, la sensation de la propreté

Ne fermons pas les yeux...!
LE RISQUE EST RÉEL



Ministère du Commerce
et de la Promotion du secteur Privé

